



Tribune parue dans le Monde (14/08/22)

«Pour anticiper la raréfaction de la ressource en eau, il faut transformer le système agricole»

Nicolas Girod, éleveur dans le Jura et porte-parole national de la Confédération paysanne, estime, dans une tribune au « Monde », que la sécheresse doit inciter à faire évoluer le modèle de l'agriculture industrielle. - Publié le 14 août 2022

La sécheresse est là mais son traitement agricole est trop souvent résumé au seul problème de l'irrigation. Or, les paysannes et paysans subissent tous ce manque d'eau et s'exposent à des pertes économiques, qu'ils irriguent ou non. En France, selon le recensement général agricole de 2020, [7,3 % de la surface agricole utile est irriguée](#), une part relativement faible bien qu'en progression. La problématique est donc bien plus large : comment répondre aux enjeux d'une agriculture à même de faire face aux épisodes de sécheresse et préserver la ressource en eau ?

L'agriculture industrielle détruit les ressources naturelles. Elle draine, elle rectifie les cours d'eau afin d'évacuer l'eau des sols au détriment de sa circulation naturelle et de la recharge des nappes phréatiques ; elle consomme des intrants chimiques de synthèse au détriment de la vie des sols ; elle s'affranchit des haies, d'une végétation dense et des systèmes racinaires qui vont avec. En un mot, elle assèche les sols. Face à la situation actuelle, elle exige davantage de stockage artificiel, par le biais des [« mégabassines »](#) et s'approprie l'eau pour des pratiques toujours surconsommatrices et dévastatrices. Feignant d'ignorer le cycle de l'eau, ses choix accélèrent le problème au lieu de le résoudre.

La sécheresse extrême que nous vivons appelle à ne pas céder à la pression de l'agro-industrie et à agir urgemment en sens inverse.

Agir sur les causes

Une fois de plus le gouvernement est dans la réaction à court terme, en mobilisant les préfets pour organiser des réunions sur la sécheresse dans tous les départements. Si on peut souligner l'intérêt de ces temps d'alerte et de concertation, nous ne pouvons nous satisfaire d'une gestion des crises successives sans agir sur les causes qui les font advenir.

Dans le même temps, le syndicat agricole majoritaire promeut le modèle espagnol qui a développé des infrastructures pour stocker l'eau... en omettant de préciser qu'il est aujourd'hui impossible de les remplir car l'aridité gagne l'ensemble du pays.

Il manque, à vrai dire, une réelle réflexion de fond, que [le Varenne de l'eau](#), une large concertation conclue en février, lui-même a déjà esquivée. Les problèmes engendrés par ces sécheresses récurrentes ne se posent pas qu'à l'agriculture et les solutions à mettre en œuvre doivent l'être dans l'intérêt général de la société.

Accompagner le changement de pratiques

D'abord, il faut répartir la ressource de manière équitable, en fonction de priorités essentielles. Tout doit être mis en œuvre pour éviter que les populations se trouvent en rupture d'eau potable saine. Pour l'usage agricole, il convient de réserver d'abord la consommation d'eau, dans la limite d'un volume prélevable réellement adapté au milieu, à des productions à forte valeur ajoutée en emplois et qui participent à la souveraineté alimentaire locale.

Il est aussi nécessaire de prévenir en accompagnant dès maintenant le changement de pratiques et l'évolution des systèmes. Pour anticiper la raréfaction de la ressource en eau, nous avons besoin de transformer le système agricole. Plutôt que d'accroître les apports d'irrigation, les évolutions climatiques devraient entraîner des adaptations des systèmes de production. Il faut notamment transformer les zones de monocultures, qui sont aussi les zones où s'implantent d'importants ouvrages d'irrigation, et faire évoluer les assolements. Les cultures doivent faire appel à des espèces et variétés, non OGM, adaptées à la sécheresse, et être moins dépendantes aux intrants chimiques de synthèse. Ces pratiques préservant des sols vivants permettront de réinfiltrer l'eau, d'allonger son temps de stockage dans les sols et les nappes et de la rendre ainsi disponible pour les cultures. C'est comme cela que l'agriculture pourra réduire sa dépendance massive à la ressource et lutter contre le changement climatique.

Indemniser les dégâts climatiques

Le gouvernement accompagne un modèle agricole qui ravage l'eau et les sols alors qu'il est urgent de restaurer ces ressources pour atténuer du mieux possible les effets des sécheresses qui sont appelés à se répéter et s'accroître. Le discours ambiant voudrait nous faire croire qu'une solution unique serait garante de la pérennité de l'agriculture. Pour la Confédération paysanne, c'est au contraire en multipliant les solutions basées sur la nature que nous pourrions assurer l'avenir de l'alimentation sans hypothéquer les autres usages essentiels.

Enfin, il convient d'indemniser les dégâts climatiques. C'est absolument essentiel pour permettre la pérennité des fermes. Le futur système assurantiel de gestion des risques est injuste et sera non efficient. Injuste notamment car certaines productions comme le maraîchage diversifié n'auront pas d'offre assurantielle acceptable. Non efficient car le principe de l'assurance, basé sur une faible probabilité de sinistre, est remis en cause par la trajectoire climatique actuelle. La Confédération paysanne défend la mise en place d'un fonds mutuel et solidaire pour l'indemnisation des risques climatiques, dont la sécheresse, qui apporterait une couverture universelle de toutes les fermes.

En tout état de cause, la gestion de la sécheresse et la lutte contre le changement climatique relèvent de choix sociétaux et concernent, au-delà de l'agriculture, tous les secteurs d'activité.

Confédération paysanne
Tribune publiée dans le Monde le 14/08/2022